



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 09/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALUDIUM FRANCE SAS

294 chemin de Lavalette
82100 Castelsarrasin

Références : EPLF/2024-0741
Code AIOT : 0006802454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement ALUDIUM FRANCE SAS implanté 294 chemin de Lavalette 82100 Castelsarrasin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'Inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées par le contrôle de la canalisation et du captage des effluents, le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement, le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs limites d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALUDIUM FRANCE SAS
- 294 chemin de Lavalette 82100 Castelsarrasin
- Code AIOT : 0006802454
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALUDIUM (entité regroupant trois anciennes usines d'Alcoa – deux en Espagne et une en France - ainsi qu'un centre de recherche et de développement de pointe sur l'aluminium en Espagne) exploite à Castelsarrasin une usine de fabrication de produits laminés (grand brillant) en aluminium, pour des usages dans le domaine de l'automobile, des cosmétiques, de l'éclairage et la décoration (façades et bâtiments). Cet établissement relève du régime de l'enregistrement par bénéfice d'antériorité au titre de la législation sur les ICPE notamment pour ce qui concerne les activités de traitement de surface et de travail mécanique des métaux.

La société est positionnée sur un marché de niche. Elle a été rachetée en 2023 par l'américain Jupiter Aluminium Corporation. Ses principaux clients se situent en Allemagne, Italie, États-Unis et en Chine.

En termes de décarbonation, les émissions principales de la filière de production d'aluminium provenant de l'extraction de bauxite, la société s'efforce d'optimiser la récupération d'aluminium. Les activités du site sont encadrées par arrêté préfectoral du 8 janvier 2010, par arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2015, et notamment par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 (relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 – revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique, procédés utilisant des liquides), et l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 pour l'activité de production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages (rubrique 2561).

Parmi les machines nécessaires au procédé de transformation de l'aluminium, sont identifiés: 2 laminoirs à froid (ébauchage et finition), 1 décapeuse, 2 cisailles, 1 ligne de coupe en longueur, 1 planeuse, 2 fours de recuit (un seul four avant 2016) dans lesquels la température peut atteindre 320°C, ainsi qu'une rectifieuse (pour minimiser la rugosité des films d'aluminium).

Le lubrifiant employé pour le laminage à froid est un mélange d'huile minérale légère et de produits dopants (dont acide oléique). L'huile de laminage récupérée sous les laminoirs par le biais d'une cuirasse (qui occupe toute la partie cylindre et travail du métal) est dirigée dans une cuve située dans une cave dans laquelle se situe un ensemble de pompes et autres annexes permettant de gérer ce fluide (régénération possible par distillation, filtration dans terres de filtration). Les laminoirs sont aussi équipés de systèmes d'aspiration permettant de canaliser les rejets d'huile brumisée. Ces rejets sont envoyés vers un filtre biologique (mélange d'écorces de pins, de pouzzolane, de tourbe fibreuse).

Le solvant utilisé sur site pour le nettoyage sur ces différentes machines est du white-spirit.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.2.a	Demande d'action corrective	6 mois
10	Valeur limite d'émission	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 48	Demande d'action corrective	6 mois
14	Résultats de	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	surveillance	08/01/2010, article 8.3.3.		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 2.2.2.	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 2.2.3.1.	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 2.2.3.2.	Sans objet
5	Plan de Gestion des Solvants	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 2.2.3.2.	Sans objet
6	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36	Sans objet
7	Hauteur des conduits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39	Sans objet
8	Débit et mesure	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 40	Sans objet
9	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45	Sans objet
11	Surveillance des émissions de COV	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 49	Sans objet
12	Surveillance des émissions (autres polluants)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	Sans objet
13	Mise en œuvre des recommandations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 14 points de contrôle ayant fait l'objet de cette inspection, axée sur la thématique des émissions de COV, l'inspection des installations classées a constaté :

10 faits qualifiés de conformes,

1 prescription devant être actualisée, relative au nombre de conduits de canalisation de rejets atmosphériques

3 faits non conformes pour lesquels il est attendu des actions correctives de l'exploitant. Ces faits

sont relatifs à la transmission des résultats de contrôle des rejets atmosphériques du site, à la réalisation d'une mesure dans les rejets atmosphériques issus des fours de recuit, et à la conformité du site vis-à-vis de ses émissions diffuses (conformité qui reste à démontrer une fois que le Plan de Gestion des Solvants aura été établi sur des hypothèses justifiables).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 2.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des conduits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription acte 2 conduits de rejet: le premier dédié à l'activité de traitement de surface, le second pour l'activité de laminage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les arrêtés préfectoraux en vigueur du site identifient seulement 2 conduits des rejets atmosphériques : le premier dédié à l'activité de traitement de surface (n°1), le second pour l'activité de laminage (n°2).</p> <p>Les effluents du conduit n°1 sont traités par un laveur de gaz.</p> <p>Les effluents du conduit n°2 sont traités par un filtre biologique.</p> <p>Les conduits propres à chaque four de recuit ne sont pas actés, même s'ils ont bien été identifiés dans le classement du site au titre de la rubrique 2565 (revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique, procédés utilisant des liquides).</p> <p>Le conduit propre à la chaudière process (0,8 MW) du site n'est également pas acté.</p> <p>Un prochain arrêté préfectoral complémentaire doit acter l'ensemble des points de rejets atmosphériques des activités du site et fixer des valeurs limites d'émission et des fréquences associées de contrôles des rejets atmosphériques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.2.a
Thème(s) : Risques chroniques, VLE Fours de recuit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm3 de poussières. Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm3 de poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>A ce jour, l'exploitant ne réalise pas de contrôle des rejets atmosphériques au niveau des conduits relatifs aux deux fours de recuit.</p>

<p>Ces conduits n'ont pas été actés par arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à faire réaliser un contrôle d'ici à la fin de l'année 2024 pour vérifier sa conformité sur cette prescription. Sur la base de cet engagement, il n'est pas proposé de mise en demeure pour l'instant sur ce sujet. L'inspection des installations classées n'a pas connaissance de plainte de riverains sur cet aspect.</p> <p>Une périodicité minimale de contrôle sur ces rejets pourra être fixée à 3 ans dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 2.2.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, VLE traitement de surface
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription fixe les valeurs limites en concentration en métaux pour les activités de traitement de surface.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consultation des deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les activités de traitement de surface (2022 et 2023) montre le respect des valeurs limites d'émission. L'inspection des installations classées s'est assurée que l'organisme intervenant pour ces contrôles était bien agréé pour le prélèvement des polluants concernés, et que le laboratoire intervenant pour l'analyse des polluants concernés était bien agréé à cet effet.</p> <p>L'inspection des installations classées note que les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral de 2010 sont les mêmes que celles de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 cité supra.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 2.2.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, VLE laminage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription fixe les valeurs limites en concentration en COV pour les activités de laminage.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consultation des deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les activités de laminage (2022 et 2023) montre le respect des valeurs limites d'émission. L'inspection des installations classées s'est assurée que l'organisme intervenant pour le mesurage in situ des polluants émis (COV) était bien agréé à cet effet.</p> <p>L'inspection des installations classées note que les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral de 2010 (concentration maximale de 110 mg/ Nm³) sont moins contraignantes que</p>

celles de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 cité supra (75 mg/ Nm³). Ce sont bien évidemment les valeurs les plus contraignantes qui sont opposables. La consultation évoquée des rapports de contrôle montre la conformité des rejets vis-à-vis de ces dernières valeurs.
Un prochain arrêté préfectoral complémentaire doit présenter l'opportunité de reprendre ces valeurs limites d'émission.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de Gestion des Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 2.2.3.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Elaboration et transmission du PGS

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore un Plan de Gestion des Solvants [...].

L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Le plan de gestion des solvants doit être transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant l'année écoulée.

Constats :

L'exploitant transmet annuellement son Plan de Gestion des Solvants (PGS) via la plate-forme ministérielle GEREP. Ce PGS contient les actions prévues de réduction de solvant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36

Thème(s) : Risques chroniques, Captation des émissions

Prescription contrôlée :

Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration [...]

Constats :

Les laminoirs sont équipés de systèmes d'aspiration permettant de canaliser les rejets d'huile brumisée. Ces rejets sont envoyés vers un filtre biologique (mélange d'écorces de pins, de pouzzolane, de tourbe fibreuse). Les valeurs limites d'émission post système de traitement sont respectées (consultation par sondage sur les deux dernières années).

La visite terrain a permis de constater la présence d'un système de captation et de canalisation de ces rejets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Hauteur des conduits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des conduits
Prescription contrôlée : Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
Constats : La visite terrain a permis de constater le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Débit et mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de référence
Prescription contrôlée : Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées. Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux non dilués.
Constats : La consultation des deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les activités de laminage et de traitement de surface (2022 et 2023) montre le respect de ces conditions normalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; - les valeurs limites d'émissions. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel

sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.
Constats : La consultation des deux derniers rapports (2022 et 2023) de contrôle périodique réglementaire d'aération et d'assainissement des locaux de travail montre l'état satisfaisant des captages au niveau des bains de traitement et des laminoirs. Les valeurs limites d'émission post système de traitement sont respectées (consultation par sondage sur les deux dernières années).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 48
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : La prescription fixe une VLE sur les COV pour les rejets canalisés en fonction du flux horaire de ce polluant. Une VLE est également fixée pour les émissions diffuses (via PGS)
Constats : 2 solvants sont employés sur site : l'huile de laminage et le white spirit (nettoyage de surface). La qualité du Plan de Gestion des Solvants (PGS) 2023 ne permet pas de statuer sur la conformité du site au titre des émissions diffuses de COV. Comme échangé en salle avec l'exploitant, le PGS mérite d'être amélioré sur la robustesse des hypothèses retenues (quantités de COV contenues dans les terres de filtration à justifier, quantité d'huile de laminage restante sur les produits finis à justifier, quantités de COV contenues dans les chiffons souillés à justifier, calcul des COV piégés par le biofiltre à affiner, le PGS doit statuer sur l'ensemble des solvants et non uniquement l'huile de laminage). A ce stade, il n'est pas possible de constater une non-conformité sur les émissions diffuses, et l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer sa conformité sur ce point. Il n'est ainsi pas proposé de mise en demeure pour l'instant. Une prochaine inspection focalisée sur le plan de gestion présentera l'opportunité de statuer sur la conformité des installations pour ce qui est des rejets diffus de COV. Il est attendu d'ici là de l'exploitant qu'il apporte les justificatifs nécessaires pour les hypothèses retenues dans son PGS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Surveillance des émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée :

La prescription fixe la périodicité de surveillance des émissions de COV.
Constats : La consultation des deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les activités de laminage (2022 et 2023) montre le respect de cette fréquence réglementaire de contrôle (annuelle).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance des émissions (autres polluants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.
Constats : La consultation des deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les activités de traitement de surface (2022 et 2023) montre le respect de cette fréquence réglementaire de contrôle (annuelle).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Mise en œuvre des recommandations des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des solvants
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval [...] met en œuvre [...] des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises
Constats : Par sondage, sur le terrain, la mise en œuvre des recommandations des fiches de données de sécurité sur le stockage de l'huile de laminage et du white spirit a été contrôlée. Aucun écart n'a été relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Résultats de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 8.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet dans le mois qui suit le contrôle un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées [...] Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) [...] et des actions correctives mises en œuvre ou prévues [...]
Constats : Les rapports de surveillance des rejets atmosphériques ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées jusqu'ici. L'exploitant s'est engagé à les transmettre désormais conformément à la prescription faisant l'objet de ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois